



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires et de la mer**

Service mer et littoral

Pôle Gestion du Littoral

## COMPTE-RENDU

**Objet de la réunion** : réunion publique de présentation d'un premier projet de tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral (SPPL) sur les communes de Bricqueville-sur-Mer et Lingreville.

**Date** : 30 mars 2023

**Présents** : étaient représentés : DDTM 50 (SML, DTS), CD 50, Attitude Manche, SyMEL, OFB, mairie de Tourneville-sur-Mer, mairie de Bricqueville-sur-Mer, une vingtaine de propriétaires ou exploitants des parcelles riveraines.

**Rédacteur** : Laurent de PONTFARCY, chef du pôle « Gestion du Littoral »

La réunion est introduite par monsieur le maire de Lingreville et la cheffe de la délégation territoriale Sud. Ils rappellent l'objectif de la réunion qui est de présenter un premier projet de tracé de la future SPPL aux propriétaires riverains concernés, afin de recueillir leurs observations et répondre à leurs questions.

La réunion se poursuit par un rappel de la DDTM sur la SPPL :

- son objectif est de permettre le libre accès du public à l'ensemble du littoral français ;
- elle fait l'objet d'un cadrage réglementaire : une servitude de droit (bande des 3 m) qui peut dans certains cas être modifiée ou suspendue, et qui admet quelques cas particuliers pour les constructions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1976.

Attitude Manche présente ensuite le projet départemental de continuité du cheminement littoral, l'état d'avancement du traitement des points noirs de la SPPL, et le volet entretien et sécurisation du sentier :

- l'objectif est de valoriser le littoral tout en protégeant les milieux naturels
- une centaine de points noirs sont identifiés sur le littoral ;
- des conventions avec les collectivités et l'État sont passées pour entretenir et aménager les sentiers ;
- un réseau de bornes et de la signalétique sont mis en place pour sécuriser les sentiers et sensibiliser les promeneurs aux différents usages.

Les participants sont ensuite invités à prendre connaissance des cartes exposées sur lesquelles figure un premier projet de tracé de la SPPL sur différents fonds cartographiques, et à nous faire part de leurs observations ou questionnements.

- M. Daniel MARTIN (propriétaire exploitant de la parcelle ZC 16) manifeste son mécontentement vis-à-vis du projet qui passe le long du champ de carottes qu'il exploite en raison des désordres potentiels que pourraient causer les promeneurs. Il quitte la séance après avoir dit ce qu'il avait à dire.
- Passerelle du ruet : des riverains s'interrogent sur l'intérêt de passer autant en amont et demandent de la déplacer plus en aval. Nous convenons de demander au conseil départemental (porteur de ce projet) d'en étudier la faisabilité. Néanmoins, nous attirons l'attention des riverains sur le fait que ce sera vraisemblablement difficile : nous sommes en site classé, la passerelle devra être beaucoup plus longue en raison de la divagation du ruet à son embouchure, et le coût associé sera nécessairement plus élevé.
- Secteur de la Samaritaine : un recul rapide du trait de côte par érosion nous est signalé, des cabanes se trouveraient en péril à moins de 15 m du rivage (le cas particulier de la SPPL pour les habitations situées à moins de 15 m du rivage ne s'applique pas ici, ne s'agissant pas de constructions autorisées). Un tracé de la SPPL en arrière, le long de la route, serait à privilégier. Néanmoins, la route est elle aussi menacée et sa déconstruction sera probablement à prévoir dans un avenir inférieur à 10 ans.
- La présence de tadornes de belon nous est signalée à proximité du ruet. Nous convenons de réaliser plusieurs visites sur le terrain courant avril-mai pour vérifier si le tadorne niche effectivement sur le parcours ou à proximité. Cet enjeu environnemental sera nécessairement à prendre en compte dans le tracé définitif.
- Le point précédent nous amène à rappeler que le projet de tracé fera l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000.
- Le comité départemental de la randonnée prend la parole et nous fait part de son avis favorable au projet.
- La sécurisation des personnes sur la SPPL est évoquée : nous rappelons que le balisage de la SPPL est très bien fait et qu'il convient de le respecter, de la pédagogie doit être faite en ce sens auprès des promeneurs.
- Passage de la SPPL sur la route à Bricqueville-sur-Mer : ce passage est dangereux (signalisation, sens unique...), cohabitation avec les tracteurs maraîchers et ostréiculteurs à privilégier. Il s'agit du tracé actuel du GR
- De nombreuses décharges (sur terrains privés et publics) ou zones de dépôts sauvages (havre de la Vanlée) nous sont reportées le long du tracé. Une grosse opération de nettoyage s'avère à minima indispensable avant l'ouverture du sentier. Nous allons réaliser un inventaire de ces décharges auprès des mairies et des riverains qui connaissent bien le secteur, puis étudier leur éventuelle éligibilité à un programme de résorption.
- Clôtures : quelques clôtures sont à refaire pour éviter la divagation des moutons depuis les prés-salés (programme clôture en cours d'élaboration par l'APHCOC). Des passages d'hommes sont à financer avec l'ouverture du sentier (prévu, à chiffrer).

- Bréhal : matérialiser, sur les plans, l'ouverture de la SPPL et la jonction avec les sentiers existants.

La réunion se poursuit avec une présentation de la DDTM sur les étapes de procédure à venir :

- constitution d'un dossier de présentation de la SPPL motivant le tracé retenu ;
- soumission du dossier à enquête publique ;
- soumission du dossier aux conseils municipaux concernés ;
- décision du préfet (arrêté) ou du ministre (décret) selon les avis rendus ;
- travaux puis ouverture de la SPPL le cas échéant.

### **Conclusion :**

La réunion s'est bien passée dans l'ensemble, le projet est globalement bien accueilli par les participants. Une deuxième réunion publique doit être envisagée courant juin pour permettre aux riverains absents de s'exprimer sur le projet, mais également de proposer un tracé alternatif tenant compte des problématiques soulevées (en particulier à Lingreville sur les parcelles en érosion rapide).